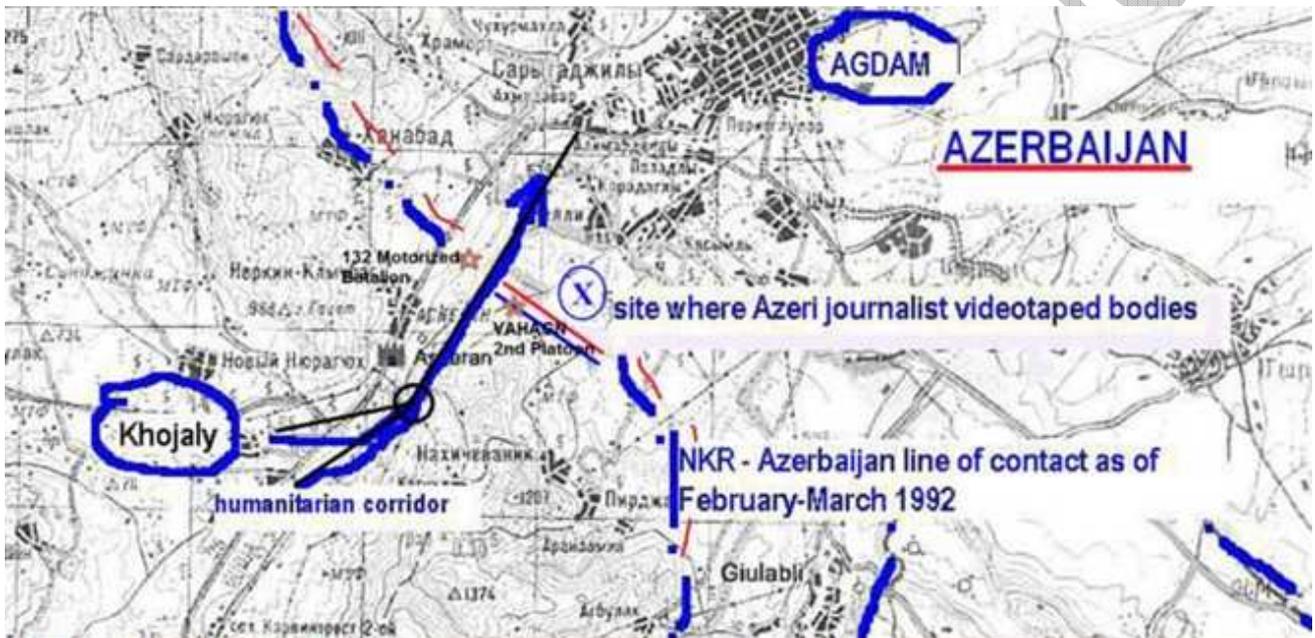




Արեւմտեան Իսլամական Ինտերնացիոնալ Կոնֆաբանսանսի ԿորԾոնրդ

KHOJALU : LA PREUVE 40 JOURS APRES



Les événements de la dernière semaine de Février 1992, à Khojalu, dans le district d'Askeran du Nagorny-Karabagh, ont été abondamment exploités. Les unités d'autodéfense arméniennes de la région ont été accusées d'avoir apparemment commis des atrocités. Les aspects sensationnalistes et de propagande des commentaires accompagnant des vidéos d'origine et de contenu douteux, se sont maintenant estompés, et il est possible de reconstituer les événements dans une atmosphère plus sereine.

Pendant la nuit du 25 au 26 Février, les unités d'autodéfense du Nagorny-Karabagh ont lancé des opérations destinées à faire cesser les tirs de l'artillerie située dans la ville de Khojalu, dans le district d'Askeran du Nagorny-Karabagh.

Dans le cadre de l'extension de sa guerre totale contre les Arméniens, l'armée azérie avait installé des pièces d'artillerie et des systèmes de lancement de missiles GRAD à Khojalu et à Chouchi, depuis lesquelles la capitale Stépanakert et les villages arméniens étaient bombardés jour après jour. Ce bombardement incessant avait pour conséquences une mortalité à grande échelle et la destruction de la ville. Le bombardement depuis Khojalu était également responsable du blocus total de la région, le dernier point d'accès, l'aéroport situé entre Stépanakert et Khojalu, étant la cible d'un bombardement permanent depuis Khojalu.

Au cours des opérations menées contre ces cibles militaires mortelles, l'armement saisi par les unités d'autodéfense comprenait deux systèmes de lancement de missiles GRAD (BM-21), deux véhicules blindés, un canon de 100 mm, un système de lancement de roquettes de type « Alazan », ainsi que de grandes quantités d'armes et de munitions.

Afin d'éviter des dommages aux civils, les unités d'autodéfense de la République du Nagorny-Karabagh avaient aménagé un couloir permettant d'évacuer en toute sécurité les civils de la

zone de combat. Ceci a été confirmé par des témoins azéris dans un article approfondi rédigé par Alexander Bolotyn et publié dans le numéro du 4 au 18 avril 1992 d'*Ogonyok* (extraits en annexe). Camouflées en civils, les forces azéries utilisèrent ce couloir pour monter des opérations contre les unités d'autodéfense arméniennes. Une partie de la population civile, comprenant approximativement 40 familles de Turcs Metskheti, resta volontairement dans la ville. Ils furent tous placés sous la protection du gouvernement du Nagorny-Karabagh.

A l'occasion de la visite du Ministre des Affaires Etrangères d'Iran, Mr. A. Vilayeti, et pour faciliter l'évacuation des civils, un accord fut conclu entre le Nagorny-Karabagh et l'Azerbaïdjan pour instituer un cessez-le-feu le matin du 26 février. Cependant, violant de manière flagrante le cessez-le-feu, les forces azéries lancèrent un assaut de grande envergure sur le district d'Askeran de la République du Nagorny-Karabagh. L'attaque fut repoussée, mais trente-quatre civils arméniens, des femmes et des enfants, jusque là retenus en otages à Khojalu, furent transférés vers un lieu inconnu. On ignore quel a été leur sort. Le Parlement de la République du Nagorny-Karabagh a nommé une commission spéciale pour enquêter sur ce qu'il est advenu de ces 34 personnes, ainsi que d'autres civils ayant disparu.

Dans le même temps, une trêve fut conclue pour faciliter l'échange des corps des victimes détenus de part et d'autre. Pendant l'échange, des hélicoptères azéris apparurent inopinément et filmèrent les corps épars sur la neige.

Les détails relatifs à l'origine des fameuses vidéos ont été confirmés par la journaliste de la Cinquième chaîne française, Florence David, par le journaliste russe indépendant Igor Burgansky, par André Polikanov, interprète accompagnant les journalistes étrangers, et d'autres sources indépendantes.

Pour des raisons qui méritent une enquête sérieuse, la voix de ces journalistes n'a jamais atteint la communauté mondiale et les médias internationaux ont présenté ces vidéos comme la preuve des atrocités commises par les Arméniens contre les civils azéris.

Le gouvernement de la République du Nagorny-Karabagh considère cette conclusion comme prématurée, pour le moins. A ce moment précis, aucun enquête indépendante n'a été effectuée sur ces faits et il n'existe pas de preuve concrète de l'identité des victimes ou des coupables.

Par ailleurs, le Ministre de l'Intérieur d'Azerbaïdjan avait annoncé à la radio deux jours avant l'événement que des civils avaient été évacués de Khojalu, jetant le doute sur les déclarations ultérieures concernant le nombre de civils qui auraient été affectés par les événements qui ont suivi.

Nombre de preuves indiquent que les corps montrés dans les vidéos, ont été trouvés près de la ville azérie d'Aghdam, plutôt qu'à Khojalu. Aghdam se trouve à l'extérieur du Nagorny-Karabagh, dans une zone effectivement contrôlée par les forces azéries, zone où se trouve une grande concentration d'unités militaires azéries et des munitions considérables, ce qui aurait permis de protéger tout civil fuyant l'attaque.

De plus, dans les vidéos montrant les victimes supposées azéries dans leurs cercueils, se trouve la preuve que les commentaires accompagnant ces images ne sont pas crédibles. Il est hautement improbable que des croix aient été posées sur les cercueils des Azéris, qui sont musulmans. Cela aurait été le cas pour des Arméniens, qui sont chrétiens. Les cercueils montrés dans certaines vidéos et présentés comme ceux de victimes azéries étaient effectivement recouverts d'une croix.

Enfin, le président destitué d'Azerbaïdjan, Ayaz Mutalibov, a déclaré que le nombre de victimes de Khojalu avait été exagéré par l'opposition azérie afin de discréditer Mutalibov lui-même, qui luttait alors pour sa survie politique. Lors d'une interview réalisée par T. Mazalova pour la *Nezavisimaya Gazeta* de Moscou, Mutalibov a soutenu que les vidéos avaient été mises en scène pour être diffusées au Parlement Azéri et l'accuser d'être un chef militaire inefficace (texte original et extraits en anglais en annexe).

Le gouvernement du Nagorny-Karabagh a condamné tous les actes de brutalité et déploré la mort de civils, quelles que soient leur origines ethniques. Il considère par ailleurs la déformation des faits comme une provocation de la part des autorités azéries, destinée à justifier la poursuite de leur politique de recherche d'une « solution finale » au problème du Nagorny-Karabagh. Le Parlement du Nagorny-Karabagh a entrepris sa propre enquête sur les

circonstances de ces événements et propose qu'une commission internationale effectue une enquête complète sur ce sujet, avant que des conclusions ne soient établies.

Le gouvernement azéri et ses collaborateurs ont fourni beaucoup d'efforts pour présenter les événements de Khojalu comme une riposte à la série de pogroms et de massacres qui ont entaché la politique azérie depuis 1988. Sumgaït, Kirovabad et Bakou ne sont que les épisodes les plus connus de cette longue série d'actes infâmes, sans parler des 70 années d'oppression et de colonisation du Nagorny-Karabagh et de la guerre totale menée par les Azéris contre la population civile de cette région, parce qu'elle a osé revendiquer son droit à l'autodétermination.

Il est impossible d'exclure l'éventualité que des atrocités aient pu être commises par des Arméniens, brutalisés par la guerre totale menée contre la population arménienne par l'Azerbaïdjan depuis si longtemps. Cependant, il n'existe aucune preuve que les événements de Khojalu puissent être interprétés comme un équivalent « Arménien » de la politique gouvernementale azérie de terrorisme d'Etat systématique.

De plus, la responsabilité ultime du cycle de violence et d'hostilités permanentes repose entièrement sur le gouvernement de l'Azerbaïdjan, qui reste déterminé à résoudre le problème politique entre les populations du Nagorny-Karabagh et d'Azerbaïdjan par des moyens militaires.

Le blocus azéri du Nagorny-Karabagh a laissé ses 170 000 habitants sans eau, électricité, carburant, médicaments, moyens de communication ou de transport. En outre, l'utilisation par l'Azerbaïdjan de missiles GRAD, jusqu'à 250 par jour en certains points, contre la capitale et d'autres villages arméniens a plongé la population dans le désespoir le plus total, aboutissant à un nombre considérable de réfugiés intérieurs, devant chercher un foyer ailleurs.

Quel que soit le résultat d'une enquête objective et aux conclusions définitives, cela constituerait une insulte à la mémoire des victimes, quelle que soit leur origine ethnique, d'exploiter leur mort à des fins politiques, ainsi que cela a déjà été fait.

Le but de la politique azérie étant d'étrangler le Nagorny-Karabagh, l'exode de la population rend de nouvelles violences inévitables et augmente la possibilité d'une conflagration encore plus grande. Des accusations non fondées d'atrocités ne peuvent que favoriser la stratégie des agresseurs visant à résoudre le problème du Karabagh en vidant le pays de ses habitants.

[documents annexes]

**Extraits d'une interview
d'Ayaz Mutalibov,
ancien Président de l'Azerbaïdjan**

Par Tana Mazalova, *Nezavisimaya Gazeta* (Moscou)
2 avril 1992
[Extrait]

T. Mazalova : *Que pensez-vous des événements de Khojalu à la suite desquels vous avez remis votre démission ? Les corps des victimes ont été retrouvés non loin d'Aghdam. Quelqu'un a apparemment fait feu en direction de leurs pieds pour les empêcher d'avancer. ils ont ensuite été tués à coup de hache. Mes collègues les ont filmés le 29 février. Dans de nouveaux films tournés le 2 mars, certains corps ont été scalpés. C'est un jeu étrange.*

A. Mutalibov : Comme en témoignent les survivants de Khojalu, tout ceci a été organisé pour créer une situation m'obligeant à démissionner. Certaines forces étaient en jeu pour battre en brèche l'autorité du président. Je ne pense pas que les Arméniens, qui ont une vision claire de ces situations et agissent en toute connaissance de cause, auraient laissé des preuves de leurs activités fascistes tomber dans les mains des Azéris. On peut supposer que quelqu'un avait un intérêt à montrer ultérieurement ces vidéos au Soviet Suprême et à m'en faire porter toute la responsabilité. Si je déclarais que l'opposition azérie est fautive, ils m'accuseraient de diffamation. Mais mon jugement général se base néanmoins sur le fait que le couloir destiné à évacuer la population avait été aménagé par les Arméniens. Pourquoi auraient-ils tiré ? Particulièrement dans une zone proche d'Aghdam, où se trouvaient des forces suffisantes pour faire une sortie et venir en aide à la population ...

A ce propos, pendant cette période, je me suis souvent entretenu avec le Président du Parlement de la République du Nagorny-Karabagh [A.] Mkrtchian. Je lui ai dit : « Vous avez tué des milliers de personnes, donnez nous la possibilité de récupérer leurs corps. » Mais il m'a répondu qu'il n'y avait pas de cadavres, que la population avait été alimentée malgré l'extrême faiblesse des réserves de nourriture et qu'il souhaitait échanger ces personnes contre des otages [Arméniens] que nous détenions.

Cette balle n'est pas pour vous
Alexander Bolotyn dans *Ogonyok*

Le Président du Conseil Exécutif de Khojalu, Elman Mamedov, un civil, se trouvait dans la zone civile lorsque l'assaut a commencé le soir du 25 Février. Il a déclaré que les Arméniens bombardaient depuis des tanks et des véhicules blindés et qu'ils lançaient des roquettes de type Alazan.

La ville était encerclée sur trois côtés, seule la voie vers Askeran était laissée libre. Elman a déclaré : « Nous savions qu'un couloir avait été laissé ouvert pour que la population civile puisse sortir, les survivants traversaient le lac gelé pour rejoindre le Mont Keytin. Beaucoup sont morts de froid le long du chemin. »

Dans une interview à la télévision azérie, Yaghup Mamedov (Président par intérim de l'Azerbaïdjan) a déclaré ouvertement qu'il voyait très clairement qui était responsable de la tragédie de Khojalu, et il ne faisait pas référence aux Arméniens.

Ces traductions sont des témoignages objectifs d'une situation de guerre provoquée par l'Azerbaïdjan. L'interview du Président Mutalibov est une pièce exclusive.

Traduction de Mme B. N-K, certifiée conforme à l'original par M. Arménag Aprahamian
Président du Conseil National de l'Arménie Occidentale

Archives officielles © Conseil National de l'Arménie Occidentale, tous droits réservés

stat.gov.wa@haybachdban.org